

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le
postulat n° 255.01 Martin Tschopp/Max Felser
relatif au manque possible d'instituteurs et
d'institutrices dans le canton de Fribourg**

1. RAPPEL DE LA SITUATION

1.1 Développement du postulat

Par postulat déposé le 8 mai 2001 et développé le 10 mai, les députés Martin Tschopp et Max Felser constatent une certaine pénurie d'enseignants en Suisse. Sans doute, indiquent-ils, la situation conjoncturelle y est pour quelque chose. Plus de possibilités d'emplois s'offrent aux personnes titulaires d'une maturité et il est normal que la part de celles qui sont intéressées par une profession d'enseignement diminue. Cela n'explique toutefois pas tout. Les causes doivent aussi être cherchées tant du côté salarial que dans la conduite du personnel et les conditions de travail, mais aussi l'émiettement du prestige de la fonction publique. Ces éléments font que, de plus en plus souvent, des enseignants quittent l'école et se dirigent vers d'autres métiers. Par ailleurs, la formation du corps enseignant passe maintenant par le degré tertiaire (hautes écoles pédagogiques ou universités), également pour les premiers degrés d'enseignement, ce qui montre que la profession est exigeante. Cette voie plus longue de formation, placée dans le contexte de salaires plus attractifs et de meilleures perspectives d'emplois dans l'économie privée, appelle des réflexions préventives et des mesures adaptées, afin d'assurer que notre canton puisse, également à l'avenir, employer du personnel enseignant bien formé et en nombre suffisant. Les députés demandent ensuite au Conseil d'Etat de répondre à dix questions spécifiques et de présenter un concept général.

1.2 Réponse du Conseil d'Etat

Dans sa réponse du 4 septembre 2001, le Conseil d'Etat décrit, de manière détaillée, la situation de l'emploi par degré et dans les deux parties linguistiques à la rentrée 2001. Il admet que, après des années de pléthore de personnel enseignant, au cours desquelles le spectre du chômage planait sur les diplômés des écoles normales, le personnel disponible se fait plus rare et que les causes sont sans doute multiples.

Il constate que ce développement assez brusque du marché du travail n'est pas particulier au canton de Fribourg. La situation a conduit la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) à envisager une action concertée des cantons à l'échelon national dans certains domaines, notamment le renforcement de l'image de la profession enseignante.

2. ÉTUDES AU PLAN NATIONAL ET CANTONAL

La CDIP a adopté, le 1^{er} juin 2001, une déclaration relative aux perspectives professionnelles dans le domaine de l'enseignement. Elle a rappelé que la tertiarisation de la formation par la mise en place des hautes écoles pédagogiques devrait renforcer l'attractivité de la formation et de la profession enseignante et améliorer les possibilités de carrière pour les enseignants. La reconnaissance des diplômes à l'échelle nationale et internationale aura également un effet sur la mobilité des enseignants. Cette

ouverture des marchés de l'emploi, jusqu'ici limitée pour le corps enseignant, permettra de valoriser la profession. Une action concertée des cantons s'avérera indispensable dans ce domaine.

En accord avec les syndicats des enseignants, les directeurs cantonaux de l'instruction publique ont annoncé des stratégies communes pour faire face à la situation sur le marché de l'emploi ainsi que le lancement d'une campagne nationale d'information permettant de rehausser l'image des professions de l'enseignement.

2.1 Enquête de la CDIP dans tous les cantons

Afin d'établir un état complet de situation au niveau national, le centre d'information et de documentation de la CDIP a effectué auprès des cantons et de la Principauté du Liechtenstein une enquête sur la situation de l'emploi au début de l'année scolaire 2001/02. Des données ont aussi été recueillies à propos des mesures que les cantons avaient prises ou prévoyaient de prendre pour faire face à l'évolution du recrutement. Les indications des cantons portaient sur un total de 64 000 postes à plein temps tous degrés confondus (de l'école enfantine aux écoles professionnelles et gymnasiales), y compris les classes spéciales. Dans un communiqué de presse, la CDIP résume les conclusions de son enquête par un leitmotiv: «Il n'y a pas péril en la demeure, mais il convient d'agir».

Dans l'ensemble, il a fallu trouver des solutions transitoires pour 200 postes à plein temps (0,3 %). Dans certains cas, on a procédé à des regroupements de classes ou des réductions du nombre de leçons hebdomadaires pour les élèves; dans d'autres, on a attribué des heures supplémentaires aux enseignants titulaires ou engagé, à titre provisoire, des personnes non diplômées ou retraitées. Environ la moitié de ces mesures transitoires ont concerné le degré secondaire I ou les classes spéciales. En Suisse romande, au Tessin et dans les cantons à faible densité démographique, selon cette enquête de la CDIP, il n'y a pratiquement pas eu de problème de recrutement.

2.2 Etude de la situation de l'emploi dans les écoles du cycle d'orientation fribourgeois

La situation de l'emploi étant nettement plus tendue dans les écoles du cycle d'orientation, une étude statistique et prospective très approfondie a été conduite dans notre canton pour ce degré-là.

Au début de l'année scolaire 2001/02, dans la partie francophone, l'équivalent de 24 postes à temps complet ont été repourvus: 10 par des personnes titulaires du diplôme requis et 14 par d'autres. Parmi ces dernières, plus de la moitié ont obtenu le diplôme requis au cours de l'année scolaire. Dans la partie alémanique, 21,5 postes ont été repourvus, 11,5 par des personnes titulaires du diplôme requis et 10 par d'autres.

L'étude a porté ensuite sur les besoins pour les années prochaines. Sur la base des élèves fréquentant actuellement les classes primaires, le nombre de classes nouvelles a été déterminé et chaque direction d'école a estimé ses besoins en heures d'enseignement pour les diverses disciplines.

Parallèlement, la pyramide des âges des enseignants a été établie pour chaque cycle d'orientation, montrant le nombre de personnes susceptibles de prendre leur retraite dans les années futures. Pour l'ensemble du canton, sur les 1041 enseignants et enseignantes du cycle d'orientation, on décomptait en 2001 26 personnes ayant 60 ans et plus, 133 personnes ayant 55 ans et plus et 278 personnes ayant 50 ans et plus.

Tenant compte à la fois des prévisions liées aux ouvertures de classes et aux départs des enseignants titulaires, on a pu estimer que le nombre de postes à repourvoir chaque année jusqu'en 2007 serait compris entre 30 et 40 dans la partie francophone du canton et entre 20 et 25 dans la partie alémanique.

Les besoins croissent régulièrement et notre école aura besoin, à l'avenir, de davantage d'enseignants et d'enseignantes qu'aujourd'hui. En raison notamment de la forte proportion de femmes enseignant à l'école obligatoire, la longévité dans la profession a diminué et les postes à temps partiel ont considérablement augmenté. Les nouvelles exigences en matière d'enseignement nécessitent plus de ressources humaines. La disposition accrue à changer de profession constitue, selon les études les plus récentes, un phénomène général et durable.

S'agissant de la relève, il faut bien avouer qu'il est difficile de savoir combien de personnes seront à la recherche d'un emploi dans l'enseignement les années prochaines dans le degré secondaire. Les raisons en sont diverses.

Il est tout d'abord utile de rappeler que les formations des enseignants et enseignantes des degrés secondaires I et II sont dispensées, suivant les cantons, soit par les HEP, soit par les Universités. Notre canton a confié la formation des maîtres secondaires à l'Université de Fribourg. Deux diplômes sont actuellement délivrés: le diplôme d'enseignement secondaire (DES) et le diplôme de maître de gymnase (DMG). Les titres donnant droit à l'enseignement de certaines branches s'acquiert auprès d'autres instituts ou établissements spécialisés; c'est le cas notamment pour le dessin, la musique et le chant, l'éducation physique, les activités créatrices et l'économie familiale. A la suite de l'ouverture des hautes écoles pédagogiques, plusieurs filières de formation ont disparu; celle de maîtresse d'activités créatrices sur textiles et d'économie familiale par exemple, à l'Ecole normale II, ou celle de maître de dessin et d'activités créatrices manuelles à l'Université de Berne. Ces disciplines seront intégrées désormais aux branches secondaires du DES.

La pluralité des établissements de formation pour le degré secondaire ne facilite pas la prospective et on ne peut encore mesurer l'influence qu'aura la reconnaissance des diplômes sur la mobilité des enseignants. D'après les informations données par les responsables de la formation des maîtres à l'Université de Fribourg, le nombre d'étudiants inscrits au DES est en baisse alors que le DMG, diplôme également reconnu pour le cycle d'orientation, présente toujours autant d'attrait.

D'autres éléments jouent un rôle dans le recrutement du corps enseignant. Selon les candidats, la durée des études peut varier du simple au double, rendant les prévisions annuelles aléatoires. Enfin, le contexte économique influence également la situation. A une phase d'essor conjoncturel correspond traditionnellement une diminution du personnel disponible pour des emplois dans l'enseignement.

2.3 Actualisation des données pour l'année scolaire 2002/03

Dans sa réponse du 4 septembre 2001, le Conseil d'Etat avait fourni les chiffres concernant l'année scolaire 2001/02 (ci-dessous entre parenthèses). Il est en mesure aujourd'hui d'indiquer ceux qui concernent l'année 2002/03.

2.3.1 Combien d'enseignantes et d'enseignants quittent l'enseignement dans le canton de Fribourg à la fin de l'année scolaire 2001/02 (écoles enfantines, primaires et secondaires)?

Scolarité obligatoire, partie francophone:

- préscolaire: 1 (5) personnes employées à plein-temps et 9 (3) personnes à temps partiel. Parmi elles, 1 (0) départ a eu lieu pour raison d'âge
- primaire: 25 (15) personnes employées à plein-temps et 22 (23) personnes à temps partiel. 8 (5) départs ont eu lieu pour raison d'âge
- cycle d'orientation: 8 (10) personnes employées à plein-temps et 51 (34) personnes à temps partiel. Parmi elles, 13 (9) départs ont eu lieu pour raison d'âge
- services auxiliaires: dans la partie francophone, les collaborateurs des services auxiliaires sont des employés communaux
- activités créatrices: 4 (5) personnes employées à temps partiel

Scolarité obligatoire, partie alémanique:

- préscolaire: 3 (3) personnes employées à plein-temps et 8 personnes à temps partiel
- primaire: 14 (9) personnes employées à plein-temps (dont 6 pour raison d'âge) et 32 personnes à temps partiel
- cycle d'orientation: 7 (7) personnes employées à plein-temps (dont 3 pour raison d'âge) et 43 personnes à temps partiel
- services auxiliaires: 0 (2) personnes employées à plein-temps et 3 personnes à temps partiel
- activités créatrices: 1 (2) personnes employées à plein-temps et 5 personnes à temps partiel

Secondaire supérieur de formation générale:

- 7 (4) personnes employées à plein-temps (toutes pour raison d'âge) et 4 (5) personnes à temps partiel

2.3.2 Combien de nouvelles classes seront-elles ouvertes dans le canton de Fribourg pour l'année scolaire 2002/03?

Scolarité obligatoire, partie francophone:

- préscolaire: au total, 2 (6) fermetures de classes
- primaire: au total, 7 (2) ouvertures de classes
- cycle d'orientation: 7 (8) ouvertures de classes

Scolarité obligatoire, partie alémanique:

- préscolaire: au total, 3 fermetures (3 ouvertures) de classe
- primaire: au total, 2 (5) ouvertures de classe
- cycle d'orientation: au total 1 (1) ouverture de classe

Secondaire supérieur de formation générale:

- au total, 3 (2) ouvertures de classe dans les collèges
- pour mémoire: l'Ecole normale est en phase de transition et est progressivement remplacée par la Haute Ecole pédagogique (HEP)

Globalement, il y a 5 (3) fermetures de classes au degré préscolaire, 9 (7) ouvertures au degré primaire, 8 (9) ouvertures au cycle d'orientation et 3 (2) ouvertures au secondaire supérieur.

2.3.3 Tous les nouveaux diplômés et toutes les nouvelles diplômées en 2002 ont-ils eu la possibilité de trouver un engagement?

Pour les 55 (55) enseignantes et enseignants primaires francophones diplômés en juin 2002, la situation est la suivante:

- | | |
|---|---------|
| 1. Sont au bénéfice d'un contrat de travail | 17 (20) |
| 2. Ont choisi une autre voie (université, stage à l'étranger) | 20 (14) |
| 3. Inscrits pour des remplacements | 18 (21) |

Sur les 12(12) maîtresses enfantines francophones fraîchement diplômées, 2 (1) sont au bénéfice d'un contrat de travail. Les 10 (11) autres sont disponibles pour des remplacements ou des cours d'appuis.

Cette année, il n'y a pas de sortie (4) dans la filière activités créatrices sur textiles et économie familiale.

Pour les 29 (35) enseignantes et enseignants primaires alémaniques diplômés en 2002, la situation se présente comme suit:

- | | |
|---|---------|
| 1. Sont au bénéfice d'un contrat de travail | 12 (16) |
| 2. Ont choisi une autre voie (université, autre profession) | 3 (8) |
| 3. Inscrits pour des remplacements | 4 (5) |
| 4. Suit une formation complémentaire (séjour linguistique) | 10 (6) |

2.3.4 Toutes les places vacantes, aux divers degrés de la scolarité, ont-elles pu être occupées pour la rentrée scolaire?

Oui.

2.3.5 Y a-t-il suffisamment de personnel enseignant formé pour occuper les places vacantes?

Oui pour les degrés préscolaire et primaire, ainsi que pour le degré secondaire supérieur mais les perspectives d'avenir deviennent sombres, en particulier pour 2004. Cette année-là, en effet, il n'y aura pas de sortie d'enseignants primaires, les derniers diplômés de l'Ecole normale sortant en 2003 et les premiers diplômés de la HEP en 2005.

Non pour le cycle d'orientation, où il a fallu recourir à des mesures diverses qui seront encore développées et qui sont exposées ci-après.

3. MESURES PRISES OU ENCORE À PRENDRE POUR PARER AU MANQUE D'ENSEIGNANTS

3.1 Mesures prises

La Haute Ecole pédagogique a ouvert un cours préparatoire destiné aux candidats à l'enseignement primaire non titulaires de la maturité gymnasiale. Après une année de formation, 33 des 35 étudiants ont terminé avec succès et ont été admis à la formation initiale ordinaire de trois ans. L'opération sera renouvelée pendant cette année scolaire avec 41 candidats francophones et 21 germanophones. Une formation extraordinaire de maîtres de classes de développement et de maîtres de classes pratiques est organisée par l'Institut de pédagogie curative sur mandat

de la Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles. Elle a commencé cet automne pour la partie francophone et durera deux ans. Elle comprendra 1000 heures de formation complémentaire. 22 personnes s'y sont inscrites, dont 12 pour l'enseignement au cycle d'orientation, ce qui a grandement facilité la repourvue des postes à ce niveau.

Pour la première fois, à la suite de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne sans doute, ou encore en raison de la publication des offres d'emploi sur l'internet, plusieurs candidatures sont arrivées de pays européens. Trois enseignantes d'origine allemande ont été engagées dans la partie alémanique. Plusieurs enseignants titulaires, engagés à temps partiel, ont accepté d'augmenter temporairement leur pensus. Dans certains cas, il a fallu recourir à l'attribution d'heures supplémentaires (deux au maximum par semaine).

Enfin, des étudiants accomplissant leur dernière année d'études à l'Université ont été engagés à temps partiel avec l'accord de l'Institut de pédagogie.

3.2 Mesures à prendre

A court terme, il conviendra de faciliter l'engagement du personnel enseignant dans notre canton. La publication des offres d'emploi se fera plus tôt dans l'année, par le biais de plusieurs médias: annonces dans les instituts de formation, dans les journaux et sur l'internet.

Le retour d'enseignants et surtout d'enseignantes ayant quitté la profession pour des raisons familiales sera encouragé. La suppression du statut de droit privé dès le 1^{er} janvier 2003, ainsi que les améliorations apportées par la nouvelle loi sur le statut du personnel, tout particulièrement pour les personnes dont l'horaire est inférieur au mi-temps, devraient favoriser la reprise d'un enseignement à temps partiel.

Une nouvelle formation extraordinaire de maîtres de classes de développement sera organisée par l'Institut de pédagogie curative pour les enseignants alémaniques. A plus long terme, en concertation avec les autres cantons, des mesures seront prises en vue de faciliter le recrutement de jeunes enseignants. Les premiers résultats des actions décidées par la CDIP en juin 2001 sont connus. Des «Thèses sur l'image de la profession enseignante» ont été rédigées et seront mises en consultation prochainement, de même qu'un rapport sur la stratégie de recrutement du personnel enseignant. Ce travail de longue haleine passe par une revalorisation de l'image de la profession enseignante. Il faudra à cet effet veiller au maintien des conditions-cadres nécessaires à l'école pour remplir son mandat avec succès, insister sur les satisfactions que procure l'enseignement et développer des possibilités d'avancement dans les domaines de la gestion administrative des écoles, de la formation continue, de l'accompagnement et de la supervision du corps enseignant.

L'attractivité de l'enseignement est liée aux conditions d'enseignement (attitude des élèves, relations avec les parents, charge et temps de travail, nombre d'élèves par classe, cadre de travail, etc.) mais elle est aussi dépendante des conditions salariales et sociales, ainsi que du type d'organisation et du degré d'autonomie de l'école. La mise en place des hautes écoles pédagogiques et, de manière plus générale, l'amélioration des systèmes de formation devraient avoir un impact positif sur l'image de la profession et son attractivité. Néanmoins, le changement structurel, en rupture par rapport au passé, est tel

que les mécanismes de régulation ne sont pas encore stabilisés et qu'il est difficile d'anticiper les effets sur les enseignants potentiels.

Il conviendra à l'avenir de gérer le recrutement des enseignants de manière plus stratégique en améliorant notamment les instruments de connaissance de l'offre et de la demande. On a pu constater ces dernières années que les pénuries et les excédents d'enseignants sont rarement généralisés mais qu'ils apparaissent de manière sectorielle. Un des moyens pour équilibrer l'offre et la demande d'enseignants est de rendre le système plus souple en introduisant une plus grande perméabilité entre les degrés. Certaines catégories de mesures peuvent y contribuer: l'augmentation de la polyvalence des enseignants, l'amélioration de la visibilité des marchés de l'emploi dans les divers degrés ou l'harmonisation des prérequis à l'enseignement.

4. CONCLUSIONS

Si tous les postes d'enseignement ont été repourvus cette année encore dans notre canton, force est de constater que la situation du marché de l'emploi s'est tendue, particulièrement dans la partie alémanique. Des mesures ont déjà été prises et des actions à plus long terme concernant l'attrait de la profession sont envisagées de concert avec la CDIP.

Il importe de disposer d'un corps enseignant compétent et motivé pour maintenir la qualité de l'enseignement et le développement harmonieux de notre société. Recruter, former et conserver ce personnel de valeur, telles sont les tâches qui méritent dès lors toute notre attention.

Nous vous invitons à prendre acte de ce rapport.

BERICHT Nr. 42 29. Oktober 2002
**des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat
Nr. 255.01 Martin Tschopp/Max Felser
betreffend drohenden Lehrermangel im Kanton
Freiburg**

1. ERINNERUNG AN DIE SITUATION

1.1 Begründung des Postulats

Die Grossräte Martin Tschopp und Max Felser stellen in ihrem Postulat, das sie am 8. Mai 2001 einreichten und am 10. Mai 2001 begründeten, einen gewissen Lehrermangel in der Schweiz fest. Sie sind der Meinung, dass die konjunkturelle Lage dabei unter anderem eine Rolle spielt. Wer eine Maturität hat, dem stehen viele Berufsmöglichkeiten offen, und so ist es normal, dass der Anteil derjenigen, die am Lehrerberuf interessiert sind, abnimmt. Dies erklärt jedoch nicht alles. Gründe müssen auch auf den Ebenen Lohn, Personalführung und Arbeitsbedingungen gesucht werden sowie bei der abbröckelnden Wertschätzung des Lehrerberufs. Dies führt immer öfter dazu, dass sich Lehrpersonen von der Schule abwenden und andere Berufsrichtungen einschlagen. Im Übrigen wird die Ausbildung des Lehrpersonals nun auf die Tertiärstufe verlegt (Pädagogische Hochschulen und Universitäten), auch diejenige der unteren Stufen. Dies zeigt, dass der Beruf anspruchsvoll ist. Der längere Ausbildungsweg zeigt aber mit Blick auf attraktivere Salär- und Karriereperspektiven in der Privatwirtschaft deutlich auf, dass präventiv Überlegungen angestellt und daraus

geeignete Massnahmen abgeleitet werden müssen, will unser Kanton auch in Zukunft genug gut ausgebildete Lehrpersonen beschäftigen können.

Die Grossräte stellen dem Staatsrat anschliessend zehn Fragen und bitten ihn, ein Gesamtkonzept zu vorzulegen.

1.2 Antwort des Staatsrats

In seiner Antwort vom 4. September 2001 hat der Staatsrat die Beschäftigungssituation bei Schuljahresbeginn auf den verschiedenen Stufen und in den beiden Teilen des Kantons im Detail beschrieben. Er stellt fest, dass nach Jahren des Lehrerüberflusses, in denen die Seminarabgängerinnen und Seminarabgänger von der Arbeitslosigkeit bedroht waren, das verfügbare Personal nun knapp geworden ist und es dafür vielfältige Gründe gibt. Er stellt fest, dass diese ziemlich bruske Entwicklung des Arbeitsmarkts nicht nur den Kanton Freiburg betrifft. So hat sich die Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) für gewisse Bereiche ein gemeinsames Vorgehen der Kantone auf nationaler Ebene vorgenommen, insbesondere auf dem Gebiet der Imageverbesserung des Lehrerberufs.

2. STUDIEN AUF NATIONALER UND KANTONALER EBENE

Am 1. Juni 2001 hat die EDK eine Erklärung über die Berufsaussichten im Bereich der Schule verabschiedet. Sie hat daran erinnert, dass mit der Tertiärisierung der Ausbildung durch die Schaffung der Pädagogischen Hochschulen die Anziehungskraft der Ausbildung und des Lehrerberufs verstärkt und die Karrieremöglichkeiten für die Lehrpersonen verbessert werden sollten. Die Anerkennung der Diplome auf nationaler und internationaler Ebene wirkt sich auf die Mobilität der Lehrpersonen aus. Mit dieser Öffnung der Arbeitsmärkte, die bisher für das Lehrpersonal einschränkt waren, erfährt der Beruf eine Aufwertung. In diesem Bereich werden die Kantone ihr Vorgehen aufeinander abstimmen müssen.

Die kantonalen Erziehungsdirektoren haben mit dem Einverständnis der Gewerkschaften des Lehrpersonals gemeinsame Strategien für den Umgang mit der Arbeitsmarktsituation sowie eine nationale Informationskampagne zur Verbesserung des Lehrerberufsbildes angekündigt.

2.1 Umfrage der EDK in allen Kantonen

Die Informations- und Dokumentationsstelle der EDK hat bei den Kantonen und beim Fürstentum Liechtenstein eine Umfrage über die Beschäftigungssituation zu Beginn des Schuljahrs 2001/02 durchgeführt. Zudem wurden Daten gesammelt über die Massnahmen, die die Kantone getroffen haben oder treffen wollen, um der Anstellungsentwicklung begegnen zu können. Die Angaben der Kantone betrafen insgesamt 64 000 Vollzeitstellen aller Stufen (Kindergarten bis Berufsschulen und Gymnasien), einschliesslich Sonderklassen. In einer Medienmitteilung fasst die EDK die Schlussfolgerungen ihrer Umfrage zusammen unter dem Leitmotiv: «Kein Notstand, aber Handlungsbedarf».

Insgesamt mussten für 200 Vollzeitstellen (0,3%) Übergangslösungen gefunden werden. In gewissen Fällen wurden Klassen zusammen gelegt oder die Anzahl wöchentlicher Lektionen für die Schülerinnen und Schüler reduziert; in andern Fällen wurden den Klassenlehrerinnen und Klassenlehrern zusätzliche Stunden

zugeteilt, oder es wurden vorübergehend Nichtdiplomiertere oder Pensionierte angestellt. Etwa die Hälfte dieser Übergangsmassnahmen betrafen die Sekundarstufe I oder Sonderklassen. In der Westschweiz, im Tessin und in den Kantonen mit schwacher demographischer Dichte gab es gemäss der Umfrage der EDK praktisch keine Rekrutierungsprobleme.

2.2 Untersuchung der Beschäftigungssituation in den freiburgischen Orientierungsschulen

Da die Beschäftigungssituation in den Orientierungsschulen deutlich angespannter ist, wurde in unserem Kanton für diese Stufe eine eingehende statistische und prognostische Untersuchung durchgeführt.

Zu Beginn des Schuljahrs 2001/02 wurden im französischsprachigen Kantonsteil 24 Vollzeitentsprechungen besetzt: 10 mit Inhaberinnen und Inhabern des erforderlichen Diploms und 14 mit anderen Personen. Bei Letzteren hat über die Hälfte das erforderliche Diplom im Laufe des Schuljahrs erworben. In Deutschfreiburg wurden 21,5 Stellen wiederbesetzt, 11,5 mit Inhaberinnen und Inhabern des erforderlichen Diploms und 10 mit anderen Personen.

Die Untersuchung betraf zudem den Bedarf der nächsten Jahre. Die Anzahl der neuen Klassen wurde anhand der heutigen Anzahl Primarschülerinnen und Primarschüler berechnet, und jede Schuldirektion hat geschätzt, wie ihr Bedarf an Unterrichtsstunden in den verschiedenen Fächern sein wird.

Ausserdem wurde die Alterspyramide der Lehrpersonen für jede Orientierungsschule erstellt, um die Anzahl Personen festzustellen, die in den kommenden Jahren das Ruhestandsalter erreichen. Im Kanton insgesamt wurden 2001 in den Orientierungsschulen 1041 Lehrerinnen und Lehrer gezählt, es gab 2001 26 Personen im Alter von 60 Jahren und darüber, 133 Personen im Alter von 55 Jahren und darüber und 278 Personen im Alter von 50 Jahren und darüber.

Aufgrund der Prognosen im Zusammenhang mit den Klasseneröffnungen und den Abgängen von Klassenlehrerinnen und Klassenlehrern kann geschätzt werden, dass die Anzahl jedes Jahr bis 2007 wieder zu besetzender Stellen im französischsprachigen Kantonsteil zwischen 30 und 40 und in Deutschfreiburg zwischen 20 und 25 liegen wird.

Der Bedarf nimmt stetig zu, und unsere Schule wird in Zukunft mehr Lehrpersonen brauchen als vorher. Insbesondere aus Gründen des starken Frauenanteils an Lehrkräften bei der obligatorischen Schule, hat das lange Verbleiben im Beruf abgenommen und die Zahl der Teilzeitstellen ist beträchtlich gestiegen. Mit den neuen Anforderungen im Unterricht braucht es mehr Humanressourcen. Die erhöhte Bereitschaft zum Berufswechsel bildet neueren Studien zufolge eine allgemeine und anhaltende Erscheinung.

Was den Nachwuchs betrifft, so muss festgestellt werden, dass man nicht wissen kann, wie viele Personen in den nächsten Jahren eine Beschäftigung in einem Lehrberuf auf der Sekundarstufe I und II anstreben werden. Dafür gibt es verschiedene Gründe.

Vorab muss daran erinnert werden, dass die Lehrerinnen und Lehrer der Sekundarstufe I und II je nach Kanton entweder an den PHs oder den Universitäten ausgebildet werden. In unserem Kanton werden Sekundarlehrpersonen an der Universität Freiburg ausgebildet. Es gibt derzeit zwei Diplome: das Sekundarlehrerdiplom (SLD) und das Gymnasiallehrerdiplom (GLD). Die Ausweise für

den Unterricht anderer Fächer werden an anderen Institutionen oder Fachschulen erworben; dies trifft insbesondere auf die Fächer Zeichnen, Musik und Gesang, Sporterziehung, Werken und Hauswirtschaft zu. Mit der Eröffnung der Pädagogischen Hochschulen sind verschiedene Ausbildungsgänge verschwunden; zum Beispiel derjenige der Handarbeits- und Hauswirtschaftslehrerin am Kantonalen Lehrerinnen- und Lehrerseminar II, oder derjenige des Zeichen- und Werklehrers an der Universität Bern. Diese Fächer sind seither in den Nebenfächern des SLD integriert.

Die Vielfalt der Ausbildungsstätten für die Sekundarstufe I und II erleichtert die Prognose nicht, und der Einfluss, der die Anerkennung der Diplome auf die Mobilität der Lehrpersonen haben wird, kann noch nicht abgeschätzt werden. Nach Informationen der Verantwortlichen der Lehrerbildung an der Universität Freiburg nimmt die Anzahl Studierender, die sich für das SLD einschreiben, ab, während das GLD, das auch für die Orientierungsschulen anerkannt ist, attraktiv bleibt.

Bei der Rekrutierung des Lehrkörpers spielen noch weitere Faktoren eine Rolle. Je nach Studentin oder Student kann die Studiendauer von der Mindestdauer bis zum Doppelten der Ausbildungszeit betragen, weshalb jährliche Prognosen nicht möglich sind. Schliesslich beeinflusst der wirtschaftliche Kontext die Situation ebenfalls. Einer Phase des Konjunkturaufschwungs entspricht traditionellerweise ein Rückgang des verfügbaren Personals für Stellen im Unterrichtswesen.

2.3 Aktualisierung der Daten für das Schuljahr 2002/03

In seiner Antwort vom 4. September 2001 hatte der Staatsrat Zahlen zum Schuljahr 2001/02 angegeben (nachfolgend in Klammer). Heute kann er die Zahlen für das Schuljahr 2002/03 angeben.

2.3.1 Wieviele Lehrpersonen verlassen im Kanton Freiburg Ende Schuljahr 2001/02 die Schule (Kindergarten, Primarschule und Sekundarschule)?

Obligatorische Schule, französischsprachiger Teil:

- Kindergarten: 1 (5) in Vollzeit und 9 (3) in Teilzeit angestellte Personen. 1 (0) aus Altersgründen
- Primarschule: 25 (15) in Vollzeit und 22 (23) in Teilzeit angestellte Personen. 8 (5) aus Altersgründen
- Orientierungsschule: 8 (10) in Vollzeit und 51 (34) in Teilzeit angestellte Personen. 13 (9) aus Altersgründen
- Schuldienste: im französischsprachigen Kantonsteil sind die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter von den Gemeinden angestellt
- Handarbeit/Werken: 4 (5) in Teilzeit angestellte Personen

Obligatorische Schule, Deutschfreiburg:

- Kindergarten: 3 (3) in Vollzeit und 8 in Teilzeit angestellte Personen
- Primarschule: 14 (9) in Vollzeit (6 aus Altersgründen) und 32 in Teilzeit angestellte Personen
- Orientierungsschule: 7 (7) in Vollzeit (3 aus Altersgründen) und 43 in Teilzeit angestellte Personen
- Schuldienste: 0 (2) in Vollzeit und 3 in Teilzeit angestellte Personen

- Handarbeit/Werken: 1 (2) in Vollzeit und 5 in Teilzeit angestellte Personen

Mittelschule:

- 7 (4) in Vollzeit (alle aus Altersgründen) und 4 (5) in Teilzeit angestellte Personen

2.3.2 Wieviele Klassen werden im Kanton Freiburg im Schuljahr 2002/03 neu eröffnet?

Obligatorische Schule, französischer Kantonsteil:

- Kindergarten: insgesamt 2 (6) Klassenschliessungen
- Primarschule: insgesamt, 7 (2) Klasseneröffnungen
- Orientierungsschule: 7 (8) Klasseneröffnungen

Obligatorische Schule, Deutschfreiburg:

- Kindergarten: insgesamt 3 Klassenschliessungen (3 Eröffnungen)
- Primarschule: insgesamt 2 (5) Klasseneröffnungen
- Orientierungsschule: insgesamt 1 (1) Klasseneröffnung

Mittelschule:

- insgesamt 3 (2) Klasseneröffnungen in den Kollegien
- zur Erinnerung: das Lehrerinnen- und Lehrerseminar wird schrittweise in die Pädagogische Hochschule (PH) umgewandelt

Insgesamt gibt es 5 (3) Klassenschliessungen auf Kindergartenstufe, 9 (7) Eröffnungen auf Primarstufe, 8 (9) Eröffnungen auf Orientierungsstufe und 3 (2) Eröffnungen auf Mittelstufe.

2.3.3 Finden alle 2002 Diplomierten eine Anstellung?

Bei den 55 (55) Primarlehrerinnen und Primarlehrern, die im Juni 2002 diplomiert wurden, sieht die Situation wie folgt aus:

- | | |
|---|---------|
| 1. Im Besitz eines Arbeitsvertrags | 17 (20) |
| 2. Andere Richtung eingeschlagen (Universität, Auslandspraktikum) | 20 (14) |
| 3. Angemeldet für Stellvertretungen | 18 (21) |

Von den 12 (12) frisch diplomierten französischsprachigen Kindergärtnerinnen haben 2 (1) einen Arbeitsvertrag. Die 10 (11) anderen stehen für Stellvertretungen zur Verfügung.

In diesem Jahr gab es keine (4) Abgänge des Ausbildungsgangs Handarbeiten und Hauswirtschaft.

Bei den 29 (35) deutschsprachigen im Jahr 2002 diplomierten Primarlehrerinnen und Primarlehrern sieht die Situation wie folgt aus:

- | | |
|---|---------|
| 1. Im Besitz eines Arbeitsvertrags | 12 (16) |
| 2. Andere Richtung eingeschlagen (Universität, anderer Beruf) | 3 (8) |
| 3. Angemeldet für Stellvertretungen | 4 (5) |
| 4. In einer Zusatzausbildung (Sprachaufenthalt) | 10 (6) |

2.3.4 Können vakante Stellen auf den einzelnen Stufen im Kanton Freiburg besetzt werden?

Ja.

2.3.5 Gibt es genügend ausgebildetes Lehrpersonal für die Besetzung der vakanten Stellen?

Ja für Kindergarten, Primarschulen und Mittelschulen, aber die Aussichten sehen schlecht aus, besonders für das Jahr 2004. In diesem Jahr wird es keine Abgänge von Primarlehrerinnen und Primarlehrern geben, weil die letzten Schülerinnen und Schüler des Kantonalen Lehrerinnen- und Lehrerseminars 2003 abschliessen, und der erste Jahrgang Studierender die PH erst 2005 verlässt.

Nein für die Orientierungsschule. Dort musste auf verschiedene Massnahmen zurückgegriffen werden, die noch weiter entwickelt und hier anschliessend erläutert werden.

3. GETROFFENE ODER NOCH ZU TREFFENDE MASSNAHMEN GEGEN DEN LEHRERMANGEL

3.1 Getroffene Massnahmen

Die Pädagogische Hochschule hat einen Vorbereitungskurs für Bewerberinnen und Bewerber ohne gymnasiale Maturität eröffnet. Nach einem Ausbildungsjahr haben 33 der 35 Studierenden den Kurs erfolgreich abgeschlossen und wurden in die ordentliche dreijährige Grundausbildung aufgenommen. In diesem Schuljahr wird der Vorbereitungskurs mit 41 französischsprachigen und 21 deutschsprachigen Studierenden durchgeführt.

Eine ausserordentliche Ausbildung für Klein- und Werkklassenlehrerinnen und Klein- und Werkklassenlehrer findet im Auftrag der Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten am Heilpädagogischen Institut statt. Sie hat für den französischsprachigen Kantonsteil diesen Herbst begonnen und wird zwei Jahre dauern. Sie besteht in einer Zusatzausbildung von 1000 Stunden. Dafür haben sich 22 Personen angemeldet, davon 12 für den Unterricht an der Orientierungsschule. Dies hat die Wiederbesetzung von Stellen auf dieser Stufe sehr erleichtert.

Zum ersten Mal, sicher als Folge des Inkrafttretens der bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union oder wegen der Veröffentlichung der Stellenangebote im Internet, gab es Stellenbewerbungen aus europäischen Ländern. In Deutschfreiburg wurden drei Lehrerinnen aus Deutschland angestellt.

Mehrere Klassenlehrerinnen und Klassenlehrer, die in Teilzeit angestellt sind, haben sich mit einer vorübergehenden Erhöhung ihres Pensums einverstanden erklärt. In gewissen Fällen mussten zusätzliche Stunden zugeteilt werden (höchstens zwei pro Woche).

Schliesslich wurden im Einvernehmen mit dem Pädagogischen Institut Studierende im letzten Ausbildungsjahr der Universität in Teilzeit angestellt.

3.2 Zu treffende Massnahmen

Kurzfristig sollte die Anstellung von Lehrpersonal in unserem Kanton erleichtert werden. Die Veröffentlichung der Stellenangebote über verschiedene Medien (Anzeigen in den Ausbildungsinstituten, in den Zeitungen und im Internet) werden in diesem Jahr früher erfolgen.

Der Wiedereinstieg von Lehrpersonen, vor allem von Lehrerinnen, die den Beruf aus familiären Gründen aufgegeben haben, wird gefördert. Die Aufhebung des privatrechtlichen Dienstverhältnisses auf den 1. Januar 2003 und die Verbesserungen des neuen Gesetzes über das Dienstverhältnis des Staatspersonals, insbesondere für

Personen mit einem Beschäftigungsgrad unter 50 %, sollten die Wiederaufnahme einer Lehrtätigkeit in Teilzeit begünstigen.

Eine neue ausserordentliche Ausbildung für Klein- und Werkklassenlehrerinnen und Klein- und Werkklassenlehrer wird vom Heilpädagogischen Institut für die deutschsprachigen Lehrpersonen organisiert werden.

Längerfristig sind in Absprache mit den anderen Kantonen Massnahmen zur Erleichterung der Rekrutierung von Junglehrerinnen und Junglehrern vorgesehen. Die ersten Ergebnisse von Aktionen, die von der EDK im Juni 2001 beschlossen wurden, sind bekannt. Es wurden Thesen zum Berufsbild der Lehrperson verfasst, die demnächst in die Vernehmlassung kommen. Das Gleiche gilt für den Bericht über die Strategie für die Rekrutierung des Lehrpersonals. Bei dieser langwierigen Arbeit geht es um eine Neuaufwertung des Berufsbilds der Lehrperson. Dabei müsste dafür gesorgt werden, dass die erforderlichen Rahmenbedingungen aufrechterhalten werden, die für eine erfolgreiche Erfüllung ihres Auftrags notwendig ist. Die Befriedigung des Lehrberufs müsste betont und die Entwicklung von Aufstiegsmöglichkeiten in den Bereichen der betrieblichen Leitung der Schulen, der Weiterbildung, der Begleitung und der Supervision des Lehrkörpers neue Möglichkeiten entwickelt werden.

Die Attraktivität des Lehrberufs ist mit den Lehrbedingungen verbunden (Haltung der Schülerinnen und Schüler, Beziehungen mit den Eltern, Arbeitslast und Arbeitszeiten, Anzahl Schülerinnen und Schüler pro Klasse, Arbeitsrahmen usw.), hängt jedoch auch von den Lohn- und den sozialen Bedingungen ab, sowie davon, wie die Schule organisiert ist, und vom Grad ihrer Autonomie.

Die Schaffung von Pädagogischen Hochschulen und allgemein die Verbesserung der Ausbildungssysteme sollte sich positiv auf das Image und die Attraktivität des Berufs auswirken. Trotzdem sind mit dem strukturellen Wandel, der zu einem Bruch mit der Vergangenheit geführt hat,

die Regulationsmechanismen noch nicht gefestigt, und es ist daher schwierig, die Auswirkungen auf die potenziellen Lehrpersonen vorherzusehen.

In Zukunft muss die Rekrutierung der Lehrpersonen strategischer angegangen werden, insbesondere mit einer Verbesserung der Instrumente zur Erkennung von Angebot und Nachfrage. In den letzten Jahren konnte festgestellt werden, dass Lehrermängel und -überflüsse weniger generell, als vielmehr sektoriell auftreten. Ein Mittel zum Ausgleich von Angebot und Nachfrage bei den Lehrpersonen liegt in einer Flexibilisierung des Systems mit der Einführung einer grösseren Durchlässigkeit zwischen den Stufen. Einige Massnahmenkategorien können dazu beitragen: die Erhöhung der Polyvalenz der Lehrpersonen, die Verbesserung der Sichtbarkeit der Arbeitsmärkte auf den verschiedenen Stufen oder eine Harmonisierung der Vorbedingungen für den Lehrberuf.

4. SCHLUSSBEMERKUNGEN

Zwar konnten in diesem Jahr in unserem Kanton noch alle Lehrerstellen besetzt werden, doch ist festgestellt worden, dass die Situation des Arbeitsmarkts, besonders in Deutschfreiburg, angespannt ist. Es wurden bereits Massnahmen getroffen, und längerfristige Aktionen für eine Neuaufwertung des Berufs in Abstimmung mit der EDK sind vorgesehen.

Für eine Aufrechterhaltung der Unterrichtsqualität und eine harmonische Entwicklung unserer Gesellschaft ist es wichtig, über einen kompetenten und motivierten Lehrkörper zu verfügen. Deshalb gilt es nun, sich vor allem darauf zu konzentrieren, dieses wertvolle Personal zu rekrutieren, auszubilden und zu behalten.

Wir bitten Sie, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.
